

# LETTRE OUVERTE À LA CAMARADE FEDERICA MONTSENY...

*Guerra di classe - n°12 - 14 avril 1937*

-----

Chère Camarade,

J'avais l'intention de m'adresser à vous tous camarades-ministres, mais une fois la plume en main, je me suis adressée spontanément à toi seule et je n'ai pas voulu contrarier cette impulsion instinctive.

Que je ne sois pas toujours d'accord avec toi, cela ne t'étonne, ni ne t'irrite, et tu t'es montrée cordialement oublieuse des critiques qu'il aurait été presque toujours équitable, parce qu'humain, de considérer comme injustes et excessives. Ceci n'est pas une petite qualité à mes yeux, et elle témoigne de la nature anarchiste de ton esprit. C'est une certitude qui compense efficacement, pour mon amitié bien entendu, les particularités idéologiques que tu as manifestées souvent dans tes articles au style très personnel et dans tes discours d'une éloquence admirable.

Je n'ai pu accepter calmement l'identité affirmée par toi entre l'anarchisme bakouniniste et le républicanisme fédéraliste de Pi y Margall. Je ne te pardonne pas d'avoir écrit «*qu'en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur, etc...*». Et j'ai applaudi à la réponse de Voline dans «*Terre Libre*», à tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe.

Mais ce n'est pas de cela que je veux t'entretenir. De ces choses-là et de bien d'autres choses j'espère un jour ou l'autre te parler directement. Si je m'adresse à toi, publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais: «*Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne*».

Eh bien, camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà.

Là où, comme au Pays Basque, dans le Levant et en Castille, notre mouvement n'est pas imposé par des forces de base, autrement dit par de vastes cadres syndicaux et par l'adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement est à Valence et c'est de là que partent les gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux révolutionnaires formés pour la défense. On évoque Casas-Viejas en songeant à Vilanesa (1). Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes; ce sont encore eux qui à l'arrière doivent contrôler les «*in-*

(1) Vilanesa, petit village espagnol où plusieurs militants de la C.N.T. furent massacrés après que leur local syndical eut été saccagé. (N.d.R.).

*contrôlables*», autrement dit désarmer les noyaux révolutionnaires pourvus de quelques fusils et de quelques revolvers. Ceci se passe tandis que le front intérieur n'est pas liquidé. Ceci se produit au cours d'une guerre civile dans laquelle toutes les surprises sont possibles et dans des régions où le front bien proche, extrêmement découpé n'est pas mathématiquement certain. Ceci, tandis qu'apparaît avec évidence une distribution politique des armes tendant à n'armer que du strict nécessaire («*strict nécessaire*» qui, souhaitons-le, apparaîtra suffisant) le front d'Aragon, escorte armée de la collectivisation agraire en Aragon et contrefort de la Catalogne, cette Ukraine ibérique. Tu es, dans un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, tandis que, dès juillet 1936, il aurait été nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Je m'imagine, ce que toi, anarchiste, tu dois penser de cette affaire aussi ignoble que stupide; mais je crois que l'heure est venue de faire savoir que toi et les autres anarchistes ministres n'êtes pas d'accord quant à la nature et à la teneur de pareilles propositions.

Le 24 octobre 1936, j'écrivais dans «*Guerra di Classi*»: «*La base d'opération de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déclencher la révolte dans le monde islamique. Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontalières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts, etc...)*».

Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection. Valence continue la politique de Madrid. Il faut que celle-ci change, et pour la changer, il faut dire clairement et fortement toute sa pensée propre, parce qu'à Valence des influences agissent tendant à pactiser avec Franco.

Jean Zyromski écrivait dans le «*Populaire*» du 3 mars: «*Les manœuvres sont visibles et elles visent à la conclusion d'une paix, qui, en réalité, signifierait non seulement l'arrêt de la Révolution espagnole, mais encore l'annulation des conquêtes sociales réalisées. Ni Caballero, ni Franco, telle serait la formule qui exprimerait sommairement une conception qui existe, et je ne suis pas sur qu'elle n'ait pas la faveur de certains milieux politiques, diplomatiques et même gouvernementaux en Angleterre et aussi en France*».

Ces influences, ces manœuvres expliquent différents points obscurs: par exemple l'inactivité de la flotte de guerre loyaliste. La concentration des forces provenant du Maroc, la piraterie du *Canarias* et du *Baléares*, la prise de Malaga sont les conséquences de cette inactivité. Et la guerre n'est pas finie! Si Prieto est incapable et indolent, pourquoi le tolérer? Si Prieto est lié par une politique qui lui fait paralyser la flotte, pourquoi ne pas dénoncer cette politique?

Vous, anarchistes ministres, vous tenez des discours éloquentes et vous écrivez des articles brillants, mais ce n'est pas avec des discours et des articles que l'on gagne la guerre et que l'on défend la Révolution. Celle-là se gagne et celle-ci se défend en permettant de passer de la défensive à l'offensive. La stratégie de position ne peut s'éterniser. Le problème ne peut se résoudre en lançant des mots d'ordre: mobilisation générale, des armes au front, commandement unique, armée populaire, etc..., etc... Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé.

La «*Dépêche de Toulouse*» du 17 janvier écrivait: «*La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur est de rétablir l'autorité de l'État sur celle des groupes et sur celle des incontrôlables de toute provenance*». Il va de soi que lorsque pendant des mois on cherche à annihiler les «*incontrôlables*», on ne peut résoudre le problème de la liquidation de la «*Cinquième colonne*» (2). La suppression du

(2) Cinquième colonne: nom donné dans la presse espagnole à l'ensemble des organisations fascistes existant à l'arrière du front républicain. (N.d.R.).

front intérieur a pour condition première une activité d'investigation et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique intérieure de collaboration entre les classes et de flatterie envers les classes moyennes conduit inévitablement à la tolérance envers les éléments politiquement équivoques. La Cinquième colonne est constituée non seulement par les éléments appartenant à des formations fascistes, mais aussi par tous les mécontents qui souhaitent une république modérée. Or, ce sont ces derniers éléments qui profitent de la tolérance des chasseurs d'«*incontrôlables*».

La liquidation du front intérieur était conditionnée par une activité ample et radicale des comités de défense constitués par la CNT et l'U.G.T.

Nous assistons à la pénétration dans les cadres dirigeants de l'armée populaire d'éléments équivoques n'offrant pas les garanties d'une organisation politique et syndicale. Les comités et les délégués politiques des milices exerçaient un contrôle salutaire qui, aujourd'hui, est affaibli par la prédominance de systèmes d'avancement et de promotion strictement militaires. Il faut renforcer l'autorité de ces comités et de ces délégués.

Nous assistons au fait nouveau, et pouvant entraîner des conséquences désastreuses, fait suivant lequel des bataillons entiers sont commandés par des officiers qui ne jouissent pas de l'estime et de l'affection des miliciens. Ce fait est grave parce que la valeur de la majorité des miliciens espagnols est directement proportionnelle à la confiance dont jouit leur propre commandant.

Il est donc nécessaire de rétablir l'éligibilité directe et le droit de destitution par ceux d'en bas.

Une grave erreur a été commise en acceptant les formules autoritaires, non pas parce que celles-ci étaient telles au point de vue forme; mais parce qu'elles renfermaient d'énormes erreurs et des buts politiques qui n'avaient rien à faire avec les nécessités de la guerre.

J'ai eu l'occasion de parler à des officiers supérieurs italiens, français et belges et j'ai constaté que ceux-ci démontrent avoir des nécessités réelles de la discipline une conception beaucoup plus moderne et rationnelle que certains néo-généraux qui prétendent être des réalistes.

Je crois que l'heure est venue de constituer l'armée confédérale, comme le parti socialiste a constitué sa propre troupe: le 5<sup>ème</sup> régiment des milices populaires. Je crois que l'heure est venue de résoudre le problème du commandement unique en réalisant effectivement l'unité du commandement qui permette de passer à l'offensive sur le front d'Aragon. Je crois que l'heure est venue d'en finir avec les milliers de gardes civils et des gardes d'assaut qui ne vont pas au front parce qu'ils servent à contrôler les «*incontrôlables*». Je crois que l'heure est venue de créer une sérieuse industrie de guerre. Et je crois que l'heure est venue d'en finir avec certaines bizarreries flagrantes: comme celles du respect du repos dominical et de certains «*droits aux ouvriers*» sabotant la défense de la Révolution.

Il faut, avant tout, maintenir élevé l'esprit des combattants. Luigi Bertoni, interprétant les sentiments exprimés par différents camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a pas longtemps:

*«La guerre d'Espagne, dépouillée ainsi de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est plus qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut mener pour éviter l'extermination que se propose la ploutocratie mondiale. Elle reste une terrible question de vie ou de mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité. On dira que tout n'est pas encore perdu; mais en réalité, tout est menacé et investi; les nôtres tiennent un langage de renoncateurs, le même que tenait le socialisme italien lors de l'avance du fascisme: "Gare aux provocations! Calme et sérénité! Ordre et discipline!". Toutes choses qui pratiquement se réduisent au laisser-faire. Et comme en Italie le fascisme finit par triompher, en Espagne, l'anti-socialisme en habit républicain ne pourra que vaincre, à moins qu'il ne se produise des événements qui échappent à nos prévisions. Il est inutile d'ajouter que nous constatons simplement, sans condamner les nôtres; nous ne pourrions dire comment la conduite de ceux-ci pourrait être différente et efficace, aussi longtemps que la pression italo-allemande grandit sur le front et celle des bolchevicko-bourgeois croît à l'arrière-garde».*

Je n'ai pas la modestie de Luigi Berloni. J'ai la prétention d'affirmer que les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente de celle qui prévaut; je prétends pouvoir, en capitalisant ce que je sais des expériences des diverses grandes révolutions récentes et ce que je lis dans la presse libertaire espagnole elle-même, conseiller quelques lignes de conduite.

Je crois que tu dois te poser le problème de savoir si tu défends mieux la Révolution, si tu apportes une plus grande contribution à la lutte contre le fascisme en participant au gouvernement, ou si tu ne serais pas infiniment plus utile en portant la flamme de ta parole magnifique parmi les combattants et à l'arrière.

L'heure est venue aussi de clarifier la signification unitaire que peut avoir notre participation au gouvernement. Il faut parler aux masses, les appeler à juger si Marcel Cachin a raison quand il déclare dans l'«*Humanité*» du 23 mars: «*Les responsables anarchistes multiplient leurs efforts unitaires et leurs appels sont de plus en plus entendus*»...

... ou bien si ce sont la «*Pravda*» et les «*Izvestia*» qui ont raison quand ils calomnient les anarchistes espagnols en les traitant de saboteurs de l'unité. Appeler la masse à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole quant aux délits dictatoriaux de Staline, aux persécutions contre les anarchistes russes, aux monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskiste, silence compensé avec mérite par les diffamations des «*Izvestia*» contre «*Solidaridad Obrera*»...

... appelé les masses à juger si certaines manœuvres de sabotage du ravitaillement ne rentrent pas dans le plan annoncé le 17 décembre 1936 par la «*Pravda*»: «*Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée; cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U.R.S.S.*».

L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la «*République de toutes les classes*». Le problème est posé par l'évidence d'une crise dépassant les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme: guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci: ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.

Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée. A toi de répondre, car tu es «*la lumière sous le boisseau*».

**Camillo BERNERI.**

-----